

## Éditorial

## Pour une reconquête des idées

Les élections du 26 mai dernier ont donc vu s'imposer un invité qui n'était pas forcément attendu à la place qu'il occupe désormais. Avec ses 810.177 voix au scrutin fédéral, un score encore jamais atteint, le Vlaams Belang devient la deuxième formation politique du pays en termes de suffrage, derrière les nationalistes de la N-VA. Si une remontée de la formation d'extrême droite flamande était attendue, personne n'imaginait une telle déferlante : le parti passe de 3,7% en 2014 à 11,95% aujourd'hui sur l'ensemble du pays, et des 3 petits sièges qui lui restaient, il passe à 18, égalant par là son record de 2003. Plusieurs explications sont avancées, parmi lesquelles une usure du pouvoir pour la N-VA, un rajeunissement des cadres opéré au VB, un positionnement plus social de celui-ci, etc.

Toutefois, pour le philosophe Bleri Lleshi, la principale explication réside dans le jeu trouble de la N-VA et des médias flamands, en particulier sur la question des migrations. Mais il pointe également un autre phénomène : une discrimination institutionnalisée, produite par un racisme structurel presque inconscient. « La discrimination institutionnalisée est beaucoup plus grave à mon sens que le racisme individuel. Selon les statistiques, aucun autre pays en Europe n'a un taux d'emploi des personnes issues de l'immigration aussi bas que la Belgique. Pourtant, une loi antidiscrimination existe. Non seulement la recherche a montré qu'en comparaison avec celles en vigueur dans les autres États, elle était trop faible. Mais, de surcroît, son application laisse à désirer<sup>1</sup>. »

Le succès du VB serait-il l'expression visible d'une forme de « contamination » discrète des esprits ? Le cordon sanitaire semble efficace pour contenir les discours mais qu'en est-il des idées ? Dans son dernier livre *La société ingouvernable*, Grégoire Chamayou évoque une citation attribuée à l'économiste Friedrich Hayek au sujet de la reconquête idéologique entamée par la « révolution » libérale-conservatrice. Ainsi, à un jeune disciple lui faisant part de son souhait de s'engager en politique pour faire avancer la cause, Hayek rétorque : « On ne changera la société qu'en impulsant des changements dans la sphère des idées. Il faut d'abord atteindre les intellectuels, ceux qui enseignent et ceux qui écrivent, les convaincre par des arguments raisonnés. Leur influence sur la société prévaudra, et, ensuite, les politiciens suivront<sup>2</sup>. »

Le combat des idées, donc, comme vecteur essentiel des changements de société. Est-ce dès lors un hasard si toute une série de thématiques occupent désormais les esprits et les écrans, et si, parmi celles-ci, la question de l'immigration, présentée comme inquiétante, figure en bonne place ? Sans doute pas car cela fait des décennies qu'un combat idéologique a été entamé pour que de telles idées s'imposent comme des évidences dans le débat public. Dans le numéro 78 de notre revue, Julien Dohet nous rappelait le parcours du philosophe français Alain De Benoist, qualifié de « Gramsci de l'extrême droite »<sup>3</sup>. Penseur de la Nouvelle Droite depuis la fin des années 60, fondateur à la même époque du GRECE (Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne), De Benoist, comme Hayek, a conscience que le combat « ne se situe pas sur le terrain politique, mais sur le terrain culturel. » Il consacra donc sa vie à la reconquête du champ culturel contre ce qu'il appelait « cette idéologie égalitaire dont les formations religieuses ou laïques, métaphysiques ou prétendument "scientifiques" n'ont cessé de fleurir depuis deux mille ans [...] »

Aujourd'hui, il faut bien admettre que le combat d'Alain De Benoist (et d'autres) porte ses fruits et que des idées de type inégalitaire qui paraissaient encore totalement inacceptables il y a une vingtaine d'années ont percolé un peu partout. Et s'il fallait une preuve de cela, la récente victoire des socialistes danois acquise par le recours à une rhétorique et un projet anti-migrants illustre combien le mal est profond<sup>4</sup>.

À l'époque, Jean-Edern Hallier, éditeur du recueil de De Benoist intitulé *Les idées à l'endroit*, mettait en garde la gauche dans un préambule à l'ouvrage : « Les éditions Libres-Hallier ne soutiennent évidemment pas les idées de la Nouvelle Droite, dont l'un des hérauts, Alain de Benoist, s'exprime ici. Les éditions Libres-Hallier sont d'abord libres. Un débat est ouvert. Il serait suicidaire pour la gauche – ancienne ou nouvelle – de ne pas l'affronter en connaissance de cause. » Hallier avait vu juste. La lutte contre les idées inégalitaires et liberticides devra sans doute passer par une longue reconquête culturelle.

Julien Paulus,  
Rédacteur en chef

Numéro  
spécial :  
élections et  
extrême  
droite



## L'extrême droite aux élections du 26 mai 2019 : toujours ce paradoxe belge...

Par Benjamin Biard et Jean Faniel  
CRISP – Centre de recherche et d'information socio-politiques

Avec moins de 6 % des voix en 2014, le Vlaams Belang (VB) semblait à l'agonie. Aux élections du 26 mai 2019, le parti d'extrême droite a pu rassembler les suffrages de 18,5 % des électeurs flamands, récupérer le statut de deuxième formation politique régionale qu'il avait endossé de 2004 à 2009 et devenir, pour la première fois, le deuxième parti du pays<sup>1</sup>. À l'inverse, l'extrême droite francophone ne parvient pas à s'ancrer dans le paysage politique belge, ne réussissant pas à obtenir le moindre siège. Comment expliquer ce paradoxe qui continue à caractériser l'extrême droite en Belgique ?

### Contexte favorable et savoir-faire

Manifestement, le VB a su tirer profit d'un contexte qui lui est particulièrement favorable en conséquence de l'importance accordée à la question migratoire depuis 2015. Celle-ci est restée au-devant de l'agenda médiatique et politique durant plusieurs années. Le gouvernement fédéral a fait de la lutte contre l'immigration illégale un enjeu majeur tout en donnant l'impression qu'il ne parvenait ni à endiguer les flux migratoires (un pays isolé le pourrait-il seulement ?), ni à organiser correctement l'accueil des étrangers (l'évacuation de la gare du Nord quelques jours à peine avant l'élection illustrant particulièrement cette situation). Les migrations ont notamment été au cœur de l'actualité à l'automne 2018. Ayant subi sa première défaite électorale lors du scrutin local d'octobre, et voyant la remontée du VB (13 % à l'échelle de la Flandre aux élections provinciales, soit + 4,0 %), la N-VA a choisi de faire tomber le gouvernement Michel I sur cette thématique. Mais, avec ou sans la N-VA, le bilan du gouvernement fédéral en matière migratoire n'a visiblement pas paru assez répressif aux yeux d'électeurs préférant « l'original à la copie ».

Ensuite, le VB semble avoir réussi son entreprise de renouvellement. Même si des cadres historiques du parti (comme Filip Dewinter ou Gerolf Annemans) demeurent présents sur les listes et au sein des assemblées à l'issue du scrutin du 26 mai 2019, nombreux sont les nouveaux

militants, en particulier des jeunes, à avoir intégré la machinerie organisationnelle du parti puis à avoir été élus. Ce mélange d'expérience et de rajeunissement du parti explique sans doute la réussite du VB en termes de communication. L'extrême droite flamande a toujours veillé à diffuser sa propagande de manière frappante, massive et continue, à la différence des autres partis qui limitent généralement leurs campagnes à la période préélectorale. Le VB a conservé cette recette tout en la transposant mieux et davantage que ses concurrents aux moyens de communication les plus actuels. Des quelque 800 000 euros que les partis flamands ont investis dans les publicités sur les réseaux sociaux lors de cette campagne, plus de la moitié l'a été par le seul VB. En outre, celui-ci a à chaque fois utilisé des capsules ou des messages ciblés selon le destinataire.

Cet usage des réseaux sociaux, de même que la candidature de Dries Van Langenhove<sup>2</sup>, figure ultra-présente sur les réseaux sociaux et connue par son rôle au sein de l'association radicale *Schild en Vrienden*, ont vraisemblablement permis au parti d'attirer à lui un grand nombre de jeunes électeurs. Ainsi, 30 % de ceux du VB ont moins de 34 ans<sup>3</sup>. Cette observation confirme la tendance européenne selon laquelle les partis d'extrême droite capitalisent notamment sur les jeunes électeurs. Ceux-ci constituent un segment de l'électorat plus volatil et sans doute plus perméable aux idées populistes.

<sup>1</sup> Gérald PAPY, « Le rôle des médias a été prépondérant dans la montée du Vlaams Belang » in *Le Vif*, 6 juin 2019, p. 53.

<sup>2</sup> Grégoire CHAMAYOU, *La société ingouvernable : une généalogie du libéralisme autoritaire*, Paris, La Fabrique, 2018, pp. 104-105.

<sup>3</sup> Julien DOHET, « Le Gramsci de l'extrême droite », *Aide-mémoire* n°78, octobre-décembre 2016. Les citations qui suivent en sont également tirées.

<sup>4</sup> Vincent GEORIS, « Les socialistes danois visent le pouvoir en opérant un virage anti-migrants », [www.lecho.be](http://www.lecho.be).



## L'extrême droite nuit gravement à la santé démocratique

# Résistez!

aux idées liberticides

À L'HEURE OÙ L'EXTRÊME DROITE FAIT UNE ENTRÉE INQUIÉTANTE À LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS, LES DÉMOCRATES DOIVENT S'UNIR POUR RÉSISTER.

Dans les camps de concentration, le triangle rouge était la marque des prisonniers politiques, celles et ceux considérés comme des opposants au régime nazi.

Aujourd'hui, le pin's **Triangle Rouge** est le symbole de la résistance aux idées qui menacent nos libertés fondamentales. **Le porter**, c'est participer à une action citoyenne pour une société libre, démocratique et solidaire. Porté sous forme d'un pin's, il permet à chacun de rappeler discrètement que la plupart des citoyens refusent de céder aux idées haineuses, racistes, sexistes ou liberticides.



Portez-le



Informez-vous



Engagez-vous



Votez pour résister

Partagez votre esprit de résistance sur  
[www.trianglerouge.be](http://www.trianglerouge.be)



Triangle Rouge .be



TERRITOIRES DE LA MÉMOIRE ASSBL

# Du nouveau en presse papier : RésistanceS sort un hors-série, *LE JOURNAL de résistance[s]*

Par les Territoires de la Mémoire

Parallèlement à son activité journalistique en ligne depuis 1997, c'est en lettres majuscules que l'asbl RésistanceS vient de publier le premier (mais espérons-le pas dernier) numéro d'un nouveau journal papier : *LE JOURNAL de résistance[s]*, toujours animé par Manuel Abramowicz. Présenté comme un hors-série de son web-journal, sa ligne éditoriale reste inchangée et plus que jamais nécessaire : la résistance à l'extrême droite sous toutes ses coutures. Journalistes professionnels et militants ont donc été conviés pour réaliser ce premier numéro dont on ne peut que saluer l'envergure – à tous niveaux d'ailleurs puisqu'il s'agit d'un grand format.

Outre les analyses, d'une qualité maintenue, par la rédaction de RésistanceS, un attrait majeur du journal (comme du web-journal d'ailleurs) réside dans la traduction, diffusion et parfois réactualisation d'articles de la presse flamande, tels ceux du journal en ligne *Apaches* spécialisé dans le journalisme d'investigation, et ceux de *Verzet*, journal de l'*Anti-Fascistisch Front d'Anvers*. On peut ainsi citer les articles d'Ilse Lebegue, correspondante de RésistanceS.be en Flandres et spécialiste de l'extrême droite néerlandophone. Elle poursuit notamment l'objectif d'informer le public francophone de la situation politique à l'extrême droite de la Flandre. *LE JOURNAL* se fait donc le précieux relais en Belgique francophone d'autres associations et médias antifascistes flamands.

*LE JOURNAL* continue donc d'explorer la sphère de l'extrême droite en Belgique dans ses différentes manifestations, qu'il s'agisse de partis ou de groupuscules, en analysant tant les franges radicales que celles qui ont revêtu les habits de la respectabilité. Mentionnons à cet égard dans la rubrique « Grande Enquête du JOURNAL », un dossier de sept pages sur la N-VA, ses origines, ses membres et son discours, avec notamment une analyse de Serge Govaert, spécialiste du nationalisme flamand.

On trouvera par ailleurs des billets d'opinion de Mateo Alaluf sur les gilets jaunes et de Vincent Engel sur le Mouvement réformateur. Enfin, fait notable, la revue propose des focus sur l'état de l'extrême droite à l'étranger, en France, en Israël et au Brésil notamment.

Bref, une revue qui s'avère complète et costaud et dont l'existence dénote sans doute d'une funeste nécessité en ces temps qui sont les nôtres.



**Disponible à la Cité Miroir :**

- Consultation libre à la Bibliothèque George Orwell des Territoires de la Mémoire
- En vente à la librairie Stéphane Hessel (5€ : prix librairie et de soutien ; 3€ prix militant ; 200€ : prix gros salaires).



Liège contre le fascisme © Fred Héron 2019

# Parti Populaire : classifié à l'extrême droite

Dans la perspective des élections communales et provinciales d'octobre 2018, les Territoires de la Mémoire produisaient une note d'analyse consacrée au discours et au programme du Parti Populaire. La question à l'époque était de savoir s'il fallait classer la formation de Mischaël Modrikamen à l'extrême droite de l'échiquier politique. L'investigation menée sur un corpus de textes (manifeste et programme) et de vidéos du PP permit principalement de mettre en lumière une rhétorique dont l'agressivité allait bien au-delà de simples dérapages aux accents populistes. Le discours, essentiellement obnubilé par une immigration très vite décrite comme une déferlante aux couleurs de l'islam, recelait un potentiel de violence auquel nous n'étions, avouons-le, plus habitués en Belgique francophone. Deux scrutins plus tard, et autant d'échecs pour le PP, l'avenir de la formation de Modrikamen semble incertain. Quoi qu'il en soit à ce sujet, nous pouvons tout de même constater que la rhétorique hostile et haineuse du président du PP semble ne trouver que peu d'écho auprès des électeurs. En ces temps incertains où le cordon sanitaire est remis en question, voici au moins un réel motif de satisfaction.

Retrouvez ci-dessous de larges extraits de la note consacrée au Parti Populaire.

Le Parti Populaire est un parti créé le 26 novembre 2009 par l'avocat Mischaël Modrikamen et l'économiste et philosophe flamand Rudy Aernoudt. Il se présente d'emblée comme le représentant d'une droite décomplexée, libérale économiquement et conservatrice sur le plan des valeurs, et dit se donner pour but de rassembler les « déçus du système ». À l'époque, ce positionnement pouvait faire penser à celui de Nicolas Sarkozy en France (« droite décomplexée »). Rappelons en outre que la décision de Mischaël Modrikamen d'entrer en politique suivit de près sa performance en tant que défenseur des petits actionnaires lésés dans l'affaire Fortis, performance qui contribua à braquer les projecteurs médiatiques sur sa personne.

En presque dix années d'existence, on observa une dérive de plus en plus droitière du PP, tant sur le fond que sur la forme. Une première et précoce alerte fut, en 2010, la démission/éviction du coprésident Rudy Aernoudt, suite à des propos du député PP Laurent Louis qualifiés de « racistes » au sujet des Roms<sup>1</sup>. Monsieur Louis put à l'époque compter sur le soutien de Mischaël Modrikamen, mais fut tout de même exclu du parti quelques temps plus tard. Depuis cet épisode, Mischaël Modrikamen resta l'unique président du Parti Populaire.

Un deuxième signal apparut en 2016. Dans une vidéo publiée en février de cette année sur le site Internet du journal *Le Peuple*<sup>2</sup> et intitulée « Belgique, l'heure du choix, le discours vérité de Modrikamen », le président du PP tenait un discours sur l'islam et l'immigration qui fut qualifié, d'une part, de « d'extrême droite » par Manuel Abramowicz, coordinateur de *Résistances.be* et Jean Faniel, directeur du CRISP, et de carrément « raciste » par Patrick Charlier, du Centre pour l'Égalité des Chances<sup>3</sup>.

Depuis lors, l'immigration semble devenue la principale obsession du PP, ainsi que la volonté de « remettre de l'ordre ». Le discours apparaît de plus en plus musclé, se basant sur des constats et des affirmations peu explicitées mais qui, par ses généralisations et le recours fréquent à l'hyperbole, mobilise efficacement des affects de peur, de colère et, en creux, d'intolérance et de rejet. Une lecture attentive du manifeste et du programme (*intitulé 70 propositions*) du PP pour les élections communales et provinciales, ainsi que le visionnage de nombreuses vidéos disponibles sur le site Internet du parti ne firent que confirmer la première impression : le ton se veut volontiers agressif, provocateur et grandement simplificateur<sup>4</sup>.

## Éléments de programme

Le titre du premier chapitre du Manifeste donne le ton : « Oui, nous fermerons les frontières et mettrons dehors

ceux qui n'ont pas leur place chez nous ! » Ce premier chapitre est donc consacré à la question de l'immigration, priorité absolue du PP et thématique qui est essaimée un peu partout dans le programme et les propositions (Immigration, Sécurité, politique sociale, etc.).

Exemple de constat préalable peu fiable : « Plus d'un million de nouveaux venus se sont installés en Belgique depuis dix ans. Et la tendance s'accélère. Tout cela a un coût énorme selon nos études [sic] : 10 milliards /an de charges nettes. Que nous payons par nos impôts et taxes. » (Manifeste, p.2)

Or si l'on consulte les chiffres de l'Office des étrangers (disponibles en ligne), il y eut pour 2016 : 18.170 demandes d'asile et 12.269 départs (forcés, assistés, autonomes) ; et pour 2017 : 19.688 demandes d'asile et 12.493 départs (forcés, assistés, autonomes) ; soit un total de 13096 demandes d'asile en 2 ans. Nous sommes loin de la déferlante d'un million de nouveaux venus en dix ans.

Des propositions appellent pourtant au durcissement des conditions d'entrée, entre autres par le tri, notamment sur une base culturelle préférentielle :

« Nous aiderons les véritables réfugiés, en les protégeant à la périphérie des régions de conflit dans des zones protégées, mais pas en les accueillant en Europe, en raison des risques terroristes et des différences culturelles souvent inconciliables. » (Manifeste, p.2) « Un accueil limité, notamment pour les chrétiens persécutés, se fera dans des "hot spots" en Afrique du Nord ou en Turquie. Une partie des migrants, après screening, pourra venir s'établir en Europe. » (Manifeste, p.2) Ou encore : « Les vrais réfugiés doivent être accueillis dans des «SAFE ZONE» établies près des zones de conflits, sous la protection des forces européennes ou de l'OTAN et reconduits chez eux une fois le conflit terminé pour reconstruire leur pays. » (70 propositions, p.9)

Pour le reste, c'est l'expulsion : « Nous expulserons systématiquement les délinquants étrangers, les imams fauteurs de haine et ceux qui sont en situation irrégulière. Ils n'ont rien à faire chez nous. » (Manifeste, p.2 : notons ici que des points qui relèveraient davantage de questions de « Sécurité » se retrouvent dans le chapitre « Immigration ») Y compris pour les détenteurs de la nationalité belge, d'origine étrangère (nous soulignons) : « Les étrangers ou Belges naturalisés qui commettent des délits graves, qui abusent de notre système social ou qui menacent le vivre ensemble par leurs revendications extrémistes, seront systématiquement privés de la nationalité belge et reconduits hors de nos frontières. Ceux qui n'ont plus le droit de séjourner doivent aussi faire l'objet de reconduite effective et pas seulement d'ordre de quitter le territoire non suivi d'effets. Des exceptions limitées pourront être accordées en cas d'intégration exemplaire (travail, participation à la vie associative, ...) dans notre pays. » (70 propositions, p.10 : « Écarter les indésirables »)

Sans parler des arrestations et expulsions préventives, sous prétexte de sécurité : « Nous écarterons du territoire les suspects d'activités terroristes ou nous les mettrons en prison préventivement. Nous doublerons le budget de la Sûreté de l'État en vue de lutter efficacement contre ces menaces. » (Manifeste, p.3)

## Éléments de langage

Un contenu politique est également à évaluer en analysant sa forme. L'un ne peut être désolidarisé de l'autre. Dès lors, au-delà du contenu des programmes et propositions, il s'agit de constater la rhétorique davantage agressive que populiste du discours qui y figure (sans parler de l'iconographie volontiers explicite). Citons, entre autres :

« Finies les taxes abusives pour financer les dépenses publiques inutiles pour les copains, les copains des copains et parfois les coquins. » (Manifeste, p.1)

« L'establishment politique, vermoulu jusqu'à la moelle, les médias si souvent sourds aux réalités, les calomnies, les lobbies, en un mot les «prétendues élites», ne nous arrêterons [sic] pas. » (Idem)

« Il n'est ensuite pas normal que seuls les criminels aient un accès quasi illimité aux armes à feu sur le marché de la contrebande. » (Idem, p.3)

« L'état dépense des milliards pour accueillir des étrangers alors que les plus faibles, les plus fragilisés de nos sociétés, sont trop souvent abandonnés à leur triste sort. » (Idem, p.6)

« Les villes wallonnes et Bruxelles sont souvent dans un état lamentable. Des ghettos se développent. Elles se «kebabisent». » (Idem, p.10)

« Devenir belge, ça se mérite » (70 propositions, p.10)

Mais c'est surtout au niveau des productions audiovisuelles que le ton se révèle. Sur base du visionnage de plusieurs vidéos (en particulier 13 et 21 septembre 2018, commentaire hebdomadaire de l'actualité par Mischaël Modrikamen), nous avons pu observer que le discours utilisé :

- est volontiers agressif (« Donc, dehors ! Dehors ! Massivement ! Qu'on arrête de jouer, on les prend, on les reconduit ! ») ;
- mobilise constamment la rhétorique de l'invasion, de la submersion, mais aussi du complot (« les gnomes de Bruxelles et leurs soutiens mondialistes qui sont en train d'ouvrir les frontières pour assassiner leur peuple [...], pour assassiner leur peuple, pour les mettre en minorité. ») ;
- cultive l'opposition antagoniste entre « Belges de souche » et « nouveaux arrivants » et la menace que les seconds feraient peser sur les premiers (« On chasse nos parents, nos grands-parents, Belges de souche, qui ont été là de tout temps dans leur habitation, pour faire place à de nouveaux arrivants. ») ;
- relativise les faits de racisme en dénonçant une culpabilisation de l'homme blanc (« Alors, on le dit, il y a du racisme, un peu de racisme et il doit être dénoncé, mais arrêtons d'en faire ce cinéma qu'on est en train de faire pour tenter de culpabiliser les Européens. ») ;
- énonce des propositions irréalistes voire cruelles (« Prévoyons à la limite un navire, aménageons un navire dans lequel on peut mettre quelques centaines, quelques milliers de personnes et on les re-débarque à chaque fois ! »).

## Conclusion

Si le président du PP, comme d'autres, veille à ne pas tomber dans le discours ouvertement raciste, sa propension à cultiver dangereusement un antagonisme qui, s'il n'est pas un appel à la haine à proprement parler, mobilise toutefois les peurs (invasion, insécurité) et les dirige contre certains groupes bien identifiés et bien ciblés (migrants, islam, délinquants d'origine étrangère, élites de Bruxelles complices), laisse peu de place au doute quant au fait qu'une telle rhétorique ne correspond plus au parti ultralibéral-conservateur que le PP prétendait être il y a quelques années et qu'elle siérait davantage à une formation qui aurait sa place dans un hémicycle européen aux côtés du Rassemblement National français, de la Lega italienne, des Démocrates de Suède ou du Vlaams Belang.

Dès lors, après analyse tant du contenu et de la rhétorique du programme du PP, que de la rhétorique employée dans les productions audiovisuelles récentes, la classification à « l'extrême droite » du programme politique du PP ne nous semble pas exagérée.

1 Voir : <https://www.levif.be/actualite/belgique/aernoudt-scandalise-par-les-propos-du-depute-pp-sur-les-roms/article-normal-147537.html>

2 Titre de presse autrefois de gauche racheté par Modrikamen et devenu l'organe de propagande en ligne de son parti.

3 Voir : Stéphane TASSIN, « Modrikamen fait basculer le PP à l'extrême droite », *La Libre Belgique*, 10 février 2016.

4 Ce dernier point n'étant pas rare dans les programmes politiques mais pose problème dès lors que sont abordées des questions sensibles comme le terrorisme, l'immigration ou la sécurité, a fortiori si ces questions sont introduites par des constats à l'origine douteuse.



Dès le début des années 20 un antifascisme, au sens premier du terme, se constitue à Liège au sein de l'immigration italienne qui a fui le régime de Mussolini. Cet antifascisme s'illustre notamment lors du 1<sup>er</sup> mai 1926 à Liège<sup>1</sup> par la présence d'un groupe de travailleurs italiens encadrant une banderole au message explicite : « Travailleurs, en ce jour, saluons les héros de la cause prolétarienne, Lavigni et Matteotti, assassinés par les chemises noires. Que le souvenir de la terreur de Turin et le carnage de Florence puisse vous unir dans la lutte contre le fascisme assassin. Vive le Premier Mai antifasciste. »

Mais cette lutte antifasciste n'est pas purement idéologique et ne s'exprime pas uniquement via des slogans, elle est aussi physique, dans la rue. C'est ainsi que le défilé du 1<sup>er</sup> Mai est l'occasion d'une grande première : la présence des Milices de défense ouvrière (MDO). Et déjà une opposition concrète avec les groupements fascistes a lieu, les Communistes ayant saboté un meeting que la Légion nationale<sup>2</sup> avait organisé au Cirque des Variétés, situé rue Lonhienne, quelques jours plus tôt le 25 avril.

Au début des années 30, un autre 1<sup>er</sup> mai, celui de 1933, sera le théâtre d'une démonstration symbolique qui restera dans les annales. Les cortèges socialistes et communistes font jonction devant le consulat du III<sup>e</sup> Reich de la façade

duquel est arraché le drapeau à croix gammée. Julien Lahaut, nouveau député communiste, l'emportera avec lui et quelques jours plus tard le déploiera à la tribune du parlement en clamant : « Voilà le drapeau nazi qu'à Liège, ont arraché les ouvriers communistes et socialistes unis. Quoi que vous fassiez, ils continueront, dans le pays, la lutte contre les menées des traîtres et des valets d'Hitler<sup>3</sup>. »

L'année suivante, les événements en France vont donner un nouveau souffle et une nouvelle dimension à l'antifascisme. Le 6 février, une démonstration de force de l'extrême droite de l'époque – mobilisation à laquelle se réfèrent d'ailleurs encore aujourd'hui les récits de cette mouvance<sup>4</sup> – fait réagir une série de personnes. Le Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes (CVIA) est alors créé en mars 1934. Ce comité est placé sous le patronage des trois principales tendances de la gauche française de l'époque : les socialistes, les radicaux et les communistes. Le texte fondateur, qui est un manifeste adressé aux travailleurs, reçoit un bon accueil et une adhésion importante. À Liège, un comité local est créé et rassemble de manière large, via notamment la loge maçonnique Hiram qui en est à l'initiative, au-delà des querelles de chapelle qui existent déjà à l'époque. Si des tensions apparaîtront entre ses différentes composantes et que le CVIA aura une brève existence, il n'en apporte pas moins plusieurs éléments clefs :

- 1° Rassemblement au-delà des clivages et volonté de surpasser les divergences, y compris stratégiques.
- 2° Réaction au danger d'une extrême droite offensive et en progression.
- 3° Volonté de pouvoir s'opposer à elle tant intellectuellement que matériellement.

4° Le Comité est l'incarnation d'un esprit antifasciste qui perdurera après lui.

5° Il est, dans sa dimension rassembleuse, précurseur du Front populaire et dans la ligne de l'action antifasciste allemande du début des années 30 et de la volonté d'un Front uni contre le nazisme.

Un dernier événement montre que l'antifascisme à Liège, dès cette époque, ne se limitait pas à une simple lutte idéologique à travers des brochures et des conférences mais avait déjà un aspect plus concret. C'est la dérouillée subie le 15 septembre 1936 par Léon Degrelle, chef de Rex, qui, par provocation, tenait à faire un meeting au cœur de la ville ouvrière de Seraing. Le meeting ayant été interdit par le bourgmestre, Degrelle loue un bateau-mouche pour remonter la Meuse et y haranguer la foule. Massés sur les berges, les travailleurs bombardent l'embarcation forçant le bateau à faire demi-tour. Outre le lancement de barres de fer, de briques, de bouteilles... des coups de feu sont même tirés blessants des rexistes tandis que le bateau est obligé de s'enfuir.

1 Voir Julien DOHET, « "Qu'on réduise les dividendes et non les salaires", l'un des slogans du 1<sup>er</sup> Mai 1926 à l'écho contemporain » in *Analyse de l'IHOES* n°130 - 25 septembre 2014.

2 Sur cette dernière, voir Julien DOHET, « Un résistant d'extrême droite » in *Aide-Mémoire* n°67 janvier-mars 2014

3 Jules PIRLOT, *Julien Lahaut Vivant*, Cuesmes, Le Cerisier, 2010.

4 Voir notamment Julien Dohet « La cohérence d'un engagement » in *Aide-Mémoire* n°40 avril-juin 2007.



page cinq

## Les fronts antifascistes à Liège après la guerre

Par Julien Dohet

C'est au milieu des années 1970 que l'on retrouve une première trace d'une structure clairement antifasciste à Liège<sup>1</sup>. Il s'agit du « Front antifasciste et démocratique de Liège » dont le n°1 de son mensuel, *Lutte démocratique*, est daté d'octobre 1975. Ce front se crée pour réagir à l'ouverture d'un local du MSI à Liège<sup>2</sup>. Il est intéressant de voir que, comme en 2019 avec le local de Nation en Saint-Léonard, un des moteurs de la création de ce front est la volonté de voir fermer un local et d'empêcher une structuration et une implantation de l'extrême droite à Liège. L'après 1968 est d'ailleurs une période de renaissance des groupes fascistes sous de nombreux noms, dont le Front de la Jeunesse qui sera plus tard central dans la création, en 1985, du Front National par Daniel Féret.

Plus près de nous, un Front Antifasciste est créé fin 1991-début 1992. Il se réunissait au Carlo Levi, au début de la rue Saint-Léonard. Dans son éditorial « contre la démagogie, faisons front », publié dans le deuxième numéro de son bulletin de liaison, le FAF écrivait ceci : « Nous ne prétendons pas détenir la vérité absolue ni encore moins avoir le monopole de la lutte anti-fasciste. Le mouvement contre l'extrême droite et contre le racisme est un mouvement très large qui englobe d'importants secteurs de la société, donc par conséquent pluraliste. Nous souhaitons engager avec d'autres un profond débat sur ce thème. (...) Pour faire barrage à l'extrême droite, il faut que dans les faits se constitue un large front qui regroupe toutes les forces démocratiques opposées à l'extrême droite y compris les mouvements associatifs et socio-culturels mais aussi tous les citoyens conscients »

À nouveau, ce Front Antifasciste se constitue notamment pour réagir à l'annonce de réunions publiques de l'extrême droite qui tente à plusieurs reprises d'organiser des meetings au Palais des congrès. Meetings qui ne se tiendront pas, grâce à la mobilisation. L'autre grande raison est la mobilisation pour une manifestation contre le racisme à

Bruxelles qui sera un grand succès.

Dans cette période du début des années 90, il est notable que le mot d'ordre d'une des manifestations organisées par le Front Antifasciste était : « Pas de racisme, pas de fascisme, des emplois ». Et qu'il proclamait clairement que « L'antifascisme, ce n'est pas seulement empêcher les fascistes et leurs organisations de manifester, c'est aussi lutter contre les causes du fascisme, à savoir les exclusions sociales ».

En 1994, ce sera la mobilisation contre l'ouverture du local d'Agir rue Surlat (près du Musée Tchantchès, dans le quartier d'Outremeuse) avec la création du Collectif d'Outremeuse contre l'extrême droite dont la liste des premiers signataires montre toute la diversité qui était rassemblée. Mouvements politiques et syndicaux, monde associatif et culturel, chrétiens et laïques...

Fin des années 90, dans le contexte de la construction du centre fermé de Vottem et d'une présence publique du parti REF, on assiste à une tentative de relance du Front Antifasciste avec cet appel : « Il est temps de sortir de nos petits souliers et de relancer un mouvement antifasciste conséquent ». C'est aussi à cette époque que le symbole du triangle rouge, déjà utilisé depuis plusieurs années par des groupes antifascistes, est produit et distribué sous forme de pin's. Une manière de porter le message qui sera reprise ensuite par les Territoires de la Mémoire, association fondée en 1993 dans le même contexte que le Front Antifasciste, et qui perpétue depuis ce symbole, geste discret mais clair, pour dire non à l'extrême droite et à ses idées.

C'est également en 1993, le 13 avril, qu'est mis en place un Front Anti-Fasciste de Belgique composé des FAF d'Anvers, de Bruxelles, de Louvain, de Gand et de Liège. Charleroi et Verviers se joindront ensuite. Plus tard, en 1996, une coordination sera retentée sous le nom de Coordination antifasciste de Belgique qui, malgré son nom, ne couvrait



que la partie francophone du pays mais avait des liens avec des organisations flamandes.

On le voit par ces brefs flashes historiques, la lutte antifasciste n'a jamais vraiment disparu dans notre région. Elle a connu des hauts et des bas et s'est réactivée avec force et vigueur quand l'extrême droite tentait de s'implanter et de se structurer via une expression publique ou l'établissement d'un local. Pour terminer, citons encore les mobilisations en 2007 contre la librairie en Hors-Château de l'éditeur d'extrême droite français Philippe Randa ou celles contre les tentatives de manifestation du mouvement PEGIDA en 2016... À chaque fois, l'anticorps a repris des couleurs, s'est mobilisé et a empêché cette structuration.

C'est, à notre sens, une raison importante de l'absence d'une réelle présence pérenne de l'extrême droite sur le territoire liégeois. Et c'est dans cette filiation que s'inscrit le Front Antifasciste créé en ce début d'année 2019.

1 Ce texte est basé sur un premier dépouillement des archives conservées à l'IHOES sur le sujet. Un travail qui sera affiné durant cet été.

2 Le MSI est le Mouvement Social Italien, créé dès décembre 1946 pour succéder au parti fasciste interdit. Cette date relativise la fin du fascisme avec la victoire de 45. Son symbole était une flamme tricolore qui servira de modèle au FN de Jean-Marie Le Pen. Il se scindera en 1995 entre une aile « modérée », l'Alliance Nationale, qui entrera au gouvernement en 2001, et une aile radicale minoritaire, le Mouvement Social-Flamme tricolore.

L'adaptation à la conjoncture actuelle se marque aussi en termes stratégiques et idéologiques. Le président du VB, Tom Van Grieken, lui-même âgé d'à peine 32 ans, a clairement affiché sa volonté de briser le cordon sanitaire et d'exercer le pouvoir. En conséquence, et comme d'autres dirigeants d'extrême droite avant lui, il tente de mobiliser un style moins provocateur et plus posé que ses prédécesseurs. Cela passe par un positionnement du parti sur des enjeux qui ne sont pas propres à l'extrême droite, comme en matière socio-économique, afin de s'afficher comme parti capable de gouverner. Sur ce terrain, prenant le contre-pied de la politique de droite menée sous la législature écoulée tant au niveau flamand qu'à l'échelon fédéral<sup>4</sup>, le VB a mis en avant durant la campagne électorale quelques messages lui donnant une image plus sociale que ceux des coalitions sortantes, proposant par exemple de réduire l'âge de départ à la retraite, d'augmenter la pension minimale ou de diminuer le taux de la TVA sur l'électricité.

Conséquence, sans doute, de ces évolutions, la géographie électorale du VB a connu une évolution notable lors du récent scrutin. Même s'il y progresse sensiblement (+11 % environ, soit près de 19 %), ce parti ne réalise plus ses meilleurs scores en province d'Anvers, son bastion historique. Cela s'explique notamment par le fait que la N-VA a réussi à concurrencer le parti d'extrême droite sur son propre terrain et à s'y enraciner, principalement à travers Bart De Wever et Jan Jambon, qui en ont fait leur fief. L'avancée la plus marquée du VB a lieu en Flandre occidentale (+15 % environ, franchissant les 20 %), où le parti était traditionnellement peu influent sur le plan électorale. Et c'est à Ninove, dans le sud de la Flandre orientale, où le parti enregistre ses meilleurs scores depuis 2010 et où il a failli briser le cordon sanitaire et prendre les commandes de la commune en octobre dernier, qu'il atteint un sommet, frôlant les 40 %. Cette carte semble donc dessiner, là aussi, un mélange d'enracinement et de renouvellement. Cette diffusion et ce déplacement du vote en faveur du VB sont-ils à mettre sur le compte des possibilités qu'offrent les réseaux sociaux ? Ou sont-ils liés à la focalisation du discours du VB sur les migrations, qui a pu trouver plus d'écho dans des zones correspondant peut-être davantage aux routes migratoires vers l'Angleterre ? Certaines questions restent ouvertes.

“La géographie électorale du VB a connu une évolution notable”

manière critique, notamment quand elle atterrit devant les tribunaux. Outre que cela évite la banalisation des formations d'extrême droite, cette attitude les empêche de se développer en réduisant leur visibilité.

En lien, voire en conséquence de cela, l'immigration, enjeu crucial pour le développement des formations d'extrême droite, n'est pas au cœur du débat politique. On peut véritablement parler de différence de cadrage de cette question de part et d'autre de la frontière linguistique. Alors que le contexte évoqué pour la Flandre est identique pour la Belgique francophone, il n'est pas appréhendé de la même manière. La figure du migrant est perçue différemment et les décisions publiques à adopter à son égard également. Schématiquement, la droite et l'extrême droite flamande présentent celui-ci comme une menace à contenir, tandis que la gauche francophone, politique ou associative, insiste d'abord sur la solidarité et l'humanité à témoigner aux victimes de l'exil.

Enfin, les formations d'extrême droite entretiennent généralement des rapports étroits avec le nationalisme, suggérant qu'il s'agit là d'une réponse à l'inégalité (ethnique, raciale, culturelle...) qui caractériserait, selon elles, les nations ou des peuples. Au VB, c'est à travers la défense de l'identité flamande et la revendication de l'indépendance de la Flandre que ce nationalisme s'exprime. Au sud du pays, en l'absence d'un sentiment national belge ou wallon important, il est difficile pour l'extrême droite de développer une rhétorique cohérente, basée sur le nationalisme et une menace que feraient peser certains individus ou groupes de la société sur la nation.

### Conclusion provisoire

Une fois de plus, le scrutin du 26 mai 2019 a souligné le contraste entre la situation du VB et celle de l'extrême droite francophone. Aux explications habituelles s'ajoutent sans doute désormais des éléments nouveaux.

Le renouvellement que connaît le VB pourrait cependant n'être qu'apparent : le parti reste marqué par des personnalités connues pour leur radicalisme, comme F. Dewinter ou même D. Van Langenhove (qui incarne pourtant le renouvellement générationnel du parti). Par



Liège contre le fascisme!, 29 mai 2019

### Divisions et mise à l'écart

Tout cela contraste avec la situation de l'extrême droite à Bruxelles<sup>5</sup> et en Wallonie. Morcelée, divisée, elle n'a jamais vu un leader parvenir à s'y imposer. Alors que le Front national belge a longtemps bénéficié de l'image du FN français incarné par Jean-Marie Le Pen, l'interdiction faite par la justice à la demande de la fille de ce dernier d'utiliser le nom, le sigle et le logo du parti éponyme, couplée à ses tensions internes, a conduit à la disparition du principal parti d'extrême droite belge francophone au début des années 2010.

Ensuite, le cordon sanitaire n'est pas seulement politique, comme en Flandre. Depuis plus de vingt ans, il est aussi médiatique, cas apparemment unique en Europe. Ainsi, les médias francophones belges s'accordent pour ne pas interviewer en direct des représentants de l'extrême droite ni les convier à des débats, mais veillent par contre à en couvrir l'activité de

opinion fut également contredite par l'augmentation des votes blancs ou nuls passés de 5,8 à 6,1% des votes exprimés pour le scrutin fédéral.

Quelle est la nature de cette crise et quelles en sont les diverses manifestations ?

### Crise de la représentation

Comme l'indique le taux de votes blancs ou nuls, il s'agit tout d'abord d'une crise de la représentation. Si la « démocratie représentative est un régime dans lequel les citoyens sont gouvernés par l'intermédiaire de leurs représentants élus à qui ils délèguent leur pouvoir<sup>2</sup> », ce principe même se voit remis en question : face à une offre politique en berne, la déshérence politique augmente. Le mouvement des Gilets Jaunes par ses slogans (« Macron, on n'est pas tes moutons ») témoigne allègrement de cette défiance radicale à l'égard de la représentation et des institutions politiques. D'ailleurs, il est également intéressant de constater que des forces politiques, dans un paradoxe qui n'est qu'apparent, se présentent au scrutin en attisant la défiance et en surfant sur une posture antipolitique. Cette crise de la représentation se traduit aussi par le déclin des partis politiques, des instances qui ne parlent plus qu'à elles-mêmes et qui sont ébranlées par des étiages plus éphémères. Un autre élément qui illustre cette dilution de l'idée de la représentation est la réduction voire l'étiage des médiations. Cette évolution encouragée par les politiques d'extrême centre se voit à son tour

renforcée par ces mouvements antipolitiques qui veulent supprimer tous les canaux entre le leader autoproclamé et le peuple dont il se propose d'être le porte-parole.

Ce volet de la crise suscite toutefois deux questions : d'une part, cette montée de la protestation est-elle un signe de faiblesse démocratique ou plutôt un signe « d'élévation du niveau d'exigence des citoyens<sup>3</sup> » et d'autre part, face à cette modification de la manière de faire de la politique, « est-il possible de répondre au populisme sans modifier à son exemple les styles et les langages de la politique, les modèles de parti, les choix et les stratégies de gouvernement<sup>4</sup> ? »

### Crise d'efficacité

Pierre-Henri Tavoillot, plutôt que de parler de crise de la démocratie représentative, évoque plutôt l'impuissance publique qui caractériserait la démocratie. Pour y répondre, il s'agirait dès lors d'augmenter l'efficacité des processus démocratiques. Mais cette volonté, qui se traduit déjà aujourd'hui dans certaines mutations manifestes, pourrait également avoir des effets inverses à ceux poursuivis. Comme déjà évoqué par ailleurs, au nom de l'efficacité, les partis politiques et leurs leaders deviennent des entrepreneurs politiques (pensons au branding, le changement de nom permanent des mouvements et partis). « Au nom de l'efficacité, le politique adopte les techniques du pouvoir de l'entreprise et du management<sup>5</sup> » et la rationalité technico-économique

## La démocratie en crises

Par Olivier Starquit

Au-delà des commentaires repris dans ce numéro sur les divers résultats des différents scrutins, un regard oblique et un peu plus macro peut parfois également nourrir la réflexion sur les difficultés et mutations perçues autour de la démocratie et de la citoyenneté.

Dans *Le Soir* du 6 mai, quatre politologues clamaient haut et fort que, non, il n'y avait pas de crise de la démocratie. Fallait-il y voir une subtile référence au sens étymologique du terme « crise » selon lequel il faudrait trancher, prendre une décision ? Ce qui n'aurait pas lieu d'être dans l'état actuel des lieux selon ces quatre individus. Ou encore fallait-il considérer l'expression comme étant exagérée, étant entendu que « la démocratie est un système politique décevant parce qu'elle vise un idéal inaccessible. Elle est par essence inachevée et perfectible comme le cours de l'histoire<sup>1</sup> » et qu'elle n'est dès lors jamais ou perpétuellement en crise ?

Cette opinion fut formulée alors que depuis plus de huit mois, les Gilets Jaunes étaient en action. Cette

ailleurs, un nombre relativement important d'élus ou de cadres continuent à penser que le VB doit rester un parti d'opposition. À l'inverse, les rapports qu'entretient la N-VA avec le VB peuvent être amenés à évoluer, la première étant partagée à l'égard du cordon sanitaire.

Côté francophone, on aurait tort de se croire immunisé contre l'extrême droite. Le rebond du VB (comme celui du FN français après le creux de 2007) et la récente ascension de l'AfD en Allemagne ou de VOX en Espagne montrent combien des partis d'extrême droite affaiblis ou longtemps quasi inexistantes peuvent soudainement accroître leur capital électoral et, potentiellement, se rendre difficilement contournables.



1 À la Chambre des représentants, le VB a recueilli quelque 810 000 voix, soit environ 275 000 de moins que la N-VA mais près de 170 000 de plus que le PS, premier parti francophone. Les espaces électoraux étant différents, le PS dispose toutefois de 20 sièges dans cette assemblée, contre 18 au VB.

2 Le jeune homme de 26 ans emmenait la liste fédérale du VB dans le Brabant flamand.

3 Selon une enquête menée par IVOX entre le 26 et le 28 mai 2019 auprès de 8 452 Flamands pour *Het Laatste Nieuws* et VT.M.

4 Politique que le VB n'a pas hésité à soutenir en certaines circonstances, notamment en joignant ses voix à celles de la majorité « suédoise » lors du vote de la loi, très critiquée par le monde syndical, modifiant la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité. Chambre des représentants, Compte rendu intégral, CRIV 54 PLEN 160, 9 mars 2019, p. 200.

5 Certes en progrès en 2019, le VB n'a pu y faire mieux que conserver son unique siège au Parlement régional, tandis qu'il avait perdu tout conseiller communal en 2018.



et managériale vient remplacer la délibération et la conflictualité propres à la démocratie, ce qui a pour corollaire l'évidement, l'autolimitation et la dépolitisation. Plus besoin de démocratie si la gestion et l'administration des choses et des personnes peut se faire, au nom de l'efficacité, par le biais de dispositifs algorithmiques. Dans ce cadre, « l'État-entreprise se développe en combinant trois dimensions : technologique au profit de la gouvernance par les nombres et de la gouvernementalité algorithmique, néomanagériale au nom de l'agir efficace et néolibérale en propageant la phobie de l'État<sup>6</sup> ».

### Crise de la temporalité et de l'espace public

« Le contexte des débats démocratiques a changé ; il y a 50 ans, il mettait en jeu un petit millier d'acteurs, les leaders d'opinion, aujourd'hui on dénombre des millions de contributeurs<sup>7</sup> ». L'essor des nouvelles technologies offre la latitude à leurs utilisateurs d'intervenir à tout moment dans la vie publique. Dans *Peuplecratie*, Ilovo Diamanti et Marc Lazar dénoncent l'avènement de la démocratie immédiate qui récuse la dimension de la représentation, une démocratie immédiate caractérisée par l'instantané et le présentisme qui « anéantissent de ce fait l'art de la politique et du gouvernement fondé sur le temps de l'observation, de l'expertise, de la réflexion, de la médiation, de la délibération puis de l'action »<sup>8</sup> et c'est au nom de cette immédiateté que les acteurs politiques annihilent les médiations en se servant des médias traditionnels et nouveaux, notamment par le

biais du Web (pensons notamment au Movimento Cinque Stelle, mais aussi à la présence publicitaire massive sur les réseaux sociaux du Vlaams Belang). Ces pratiques corroborent l'hypothèse selon laquelle « le projet populiste d'abandon de la distance entre le peuple et le pouvoir cacherait-il un projet plus radical d'abolition du temps en politique<sup>9</sup> ». Par ailleurs, cette abolition du temps et ce court-termisme empêchent également toute approche pertinente de la question climatique.

Les constats étant posés, diverses pistes et solutions sont mises en avant. Ainsi, pour Diamanti et Lazar, « la démocratie représentative doit répondre aux demandes et aux aspirations des populations désorientées, inquiètes, parfois même désespérées... et redonner du sens et de la passion à la politique, de reconstruire un climat de confiance entre les citoyens et leurs représentants<sup>10</sup> ». Mais cette restauration de la confiance est-elle envisageable sans transformation radicale et profonde de l'ordre du monde existant ? Par ailleurs, divers autres aspects de démocratie participative sont proposés afin de renforcer la démocratie représentative comme notamment la tenue de référendums (mode de scrutin à options multiples pour éviter la logique binaire du référendum et le côté piégeant et clivant de la question posée). Mais, là-aussi, Pierre-Henri Tavoillot se pose la question de savoir si tout le monde s'impliquerait dans une démocratie participative ou seulement une minorité agissante (ce qui, sur le plan démocratique, resteraient préoccupant) : les citoyens ont-ils vraiment envie de consacrer du temps à la chose politique ?

Parmi les autres idées, rappelons que la fin de la professionnalisation, l'instauration d'un véritable congé politique pour tous afin d'accroître la diversité dans les hémicycles, la parité absolue et le droit de révocation sont également parfois mis sur le tapis.

Enfin, face à la velléité d'accroître l'efficacité de la démocratie, Pierre Musso estime qu'une repolitisation du politique et de la démocratie « ne peut s'opérer que par une extension de la citoyenneté au-delà de la sphère publique, notamment dans l'entreprise<sup>11</sup> ». En fin de compte, au lieu de se poser la question de savoir s'il y a une crise de la démocratie, nous pourrions constater que la démocratie connaît plusieurs crises.



1 Daniel INNERARITY, *Le temps de l'indignation*, Lormont, éd. Le Bord de l'eau, 2018, p.120.

2 Philippe MARLIÈRE, « Les "gilets jaunes" ou le discrédit de la démocratie représentative » in *AOC Cahier #1 « Gilets jaunes » : hypothèses sur un mouvement*, Paris, La Découverte, 2019, p. 53

3 Daniel INNERARITY, *op. cit.*, p.154

4 Ilovo DIAMANTI et Marc LAZAR, *Peuplecratie, les métamorphoses de la démocratie*, Paris, Gallimard, 2019, p.156.

5 Pierre MUSSO, « L'ère de l'État-entreprise », *Le Monde diplomatique*, mai 2019, p.3

6 *Idem.*

7 Pierre-Henri TAVAILLOT, *Comment gouverner un peuple-roi ?*, Paris, Odile Jacob, 2019, p. 214.

8 Ilovo DIAMANTI et Marc LAZAR, *op. cit.*, p. 34

9 Jérôme JAMIN, *Le populisme aux États-Unis, un regard pour l'Europe*, Bruxelles, Libertés j'écris ton nom, 2019, p. 85.

10 Ilovo DIAMANTI et Marc LAZAR, *op. cit.*, pp.158-159.

11 Pierre MUSSO, *art.cit.*

# L'autre Amadeus

Par Raphaël Schraepen

Exil intérieur... Résistance passive... Voilà des concepts que l'on retrouve régulièrement lorsqu'on évoque la période où les nazis ont étouffé l'Allemagne et ont tenté d'asservir tous les pays avoisinants. Mais que recouvrent vraiment ces expressions ? La « résistance intérieure », par exemple, n'a été vraiment mise en mots qu'après mai 1945. De même, autant les résistances « connues » sont multiples, autant celles-ci, plus obscures *de facto* peuvent être soumises aux critiques, de bonne foi ou non. Cependant, il est quelques cas qui ont fait l'objet de recherches diverses et objectives et le terme de « résistant intérieur » peut être accolé, sans réserve, à un musicien comme Karl Amadeus Hartmann.

Hartmann naît en 1905 à Munich dans une famille de la classe moyenne, dite inférieure, néanmoins très ouverte aux arts. Son père et un de ses trois frères étaient peintres. Chez Karl Amadeus, c'est la musique qui primera. Il fait donc partie de cette génération qui a connu la Première Guerre mondiale à la fin de l'enfance ou à l'orée de l'adolescence, comme Kurt Weill ou Hanns Eisler. Comme eux, et à l'inverse de leurs confrères légèrement plus âgés comme Paul Hindemith ou Erwin Schulhoff, ils ne seront pas mobilisés mais connaîtront néanmoins l'horreur du conflit, et une partie de leur legs artistique fera montre d'un pacifisme sincère et parfois violent dans les mots et dans les notes. Ce sera, par exemple, le *Berliner Requiem* de Kurt Weill sur des textes de Bertolt Brecht ou la *Ballade vom Soldaten* de Hanns Eisler, également écrite par Brecht. Nous verrons plus loin l'apport de Hartmann à ce corpus contre la guerre et le totalitarisme.

Ses œuvres des années vingt s'inscrivent strictement (donc librement !) dans les courants artistiques les moins académiques du moment. Même si son écriture est « officiellement » classique, il revendique l'influence du Jazz, tout comme George Antheil, Erwin Schulhoff ou Bohuslav Martinu. Ainsi sa *Jazz Toccata and Fugue* pour piano, qui semble devoir autant à Bach qu'à Duke Ellington ! Je propose d'ailleurs au mélomane l'expérience suivante : faire suivre la *Jazz Toccata* (le premier mouvement, donc) de Hartmann par *Echoes Of Harlem* de Cootie Williams & His Rug Cutters (un small combo codirigé par Ellington), postérieur pourtant de quelques années : la similitude est étonnante.

Hartmann a aussi une conscience politique. Proche du parti communiste, il travaille avec un de ses frères et son père au mouvement *Die Juryfreien* pour qui il organise un premier concert de musiques modernes. Modeste, il ne propose aucune de ses œuvres, mais programme des pièces de certains de ses contemporains : Igor Stravinsky, Bela Bartok, Paul Hindemith, Ernst Krenek, Darius Milhaud, Carl Orff et Werner Egk. Par une sinistre ironie de l'Histoire, ces deux derniers seront bientôt subjugués par les sirènes nationales-socialistes.

Quant au rapport entre Hartmann et le nazisme, il va s'établir brutalement dès 1933. La radio bavaroise déprogramme la création sur les ondes de sa *Burleske Musik*, déclarée « dégénérée » pour cause de modernisme. L'attaque nazie contre lui ne va curieusement guère plus loin. Bien que n'ayant jamais caché sa sensibilité de gauche, il n'est pas inquiet à cet égard. Il est vrai qu'officiellement il n'a rejoint aucun parti, et n'est peut-être pas fiché personnellement. Certains observateurs ont pensé qu'il n'était pas assez connu comme compositeur pour se retrouver dans le collimateur des sbires de Joseph Goebbels. Non-juif tout comme Paul Hindemith, il n'a pas subi les pressions que ce dernier dut endurer pendant les années trente, avant de finalement s'exiler. On en vient progressivement à évoquer l'exil intérieur de Hartmann, toujours officiellement membre de la *Reichsmusikkammer*. Il en est seulement membre « par défaut », par le seul fait de sa nationalité.

1933. Ouverture des camps de Dachau, près de chez lui, et d'Oranienburg, au nord de Berlin. Horrifié, il compose *Miseræ*, un bloc symphonique de quinze minutes, un hommage aux premiers prisonniers innocents du moindre crime. Mais pas question pour lui de le proposer à la RMK. Non pas tant par crainte du refus, qui est certain, mais parce qu'il ne veut plus donner un seul pfennig au régime ni en recevoir un seul. Un moment important pour Hartmann : le grand chef d'orchestre spécialiste de la musique contemporaine, Hermann Scherchen, trouve *Miseræ* suffisamment intéressante pour la créer à Prague en 1935, dans une République tchécoslovaque encore libre et démocratique!

Hartmann a la chance de s'entendre avec sa belle-famille qui va le loger, avec sa femme, pour quelques temps, en attendant que la folie nazie s'éteigne... Ces « quelques temps » vont bien entendu se compter en années. C'est à partir de là que Hartmann va envoyer à l'étranger toutes les partitions susceptibles d'être interprétées. La Belgique ne sera pas en reste puisque, juste avant l'occupation de 1940, elle sera le lieu de la création du Concerto pour violon, dit *Concerto funèbre*, sous l'égide du musicologue et chef d'orchestre Paul Collaer. D'autres œuvres, dont la symphonie *L'œuvre* d'après Émile Zola, seront également jouées dans notre pays et en Suisse. Et puis, malheureusement, il y a toutes ces partitions nouvelles qui ne quitteront pas leurs chemises de sitôt, comme les saisissants *Symphonische Hymnen* de 1942.

C'est Dachau qui a conduit Hartmann à sa première œuvre sous le joug nazi, *Miseræ*, c'est également Dachau qui « clôturera » ses années de nazisme avec sa *Deuxième sonate pour piano* « 27 avril 1945 ». Écoutons-le décrire le triste cortège de personnes enfin libérées de Dachau qu'il voit passer devant la maison de sa belle-famille : « Les 17 et 18 avril 1945, avançant avec peine, un flot considérable de « prisonniers de guerre » défila devant nous... interminable était le flot... infinie était la misère... infinie était l'affliction... »

La Bavière ayant été libérée par les Américains, il est naturel que Hartmann, citoyen allemand affilié à la RMK, soit interrogé dans le cadre de la dénazification. On sait que les Américains furent très sourcilleux sur le sujet. Souvenons-nous du cas du chef d'orchestre Wilhelm Furtwängler. Alors que nous sommes à un moment de l'Histoire où maints Allemands sont conspués avant même d'avoir commencé à s'exprimer, Hartmann passe le test sans le moindre problème. L'officier Arthur C. Vogel l'ayant interrogé écrira même de lui qu'il s'agit d'un homme de la plus haute intégrité.

Voilà donc notre artiste libéré de la maison de ses beaux-parents ou, plus sérieusement, libre de travailler à la musique comme bon lui semble. Il va s'atteler à deux tâches en parallèle, l'une d'entre elles montrant encore sa modestie, comme à l'époque des *Juryfreien*. Avec l'aval et surtout les encouragements américains, il met sur pied des concerts sous le nom de *Musica Viva*. Il s'en occupera jusqu'à sa mort en 1963. Bien qu'également soutenu par l'occupant américain, *Musica Viva* diffère dans ses choix de ce qu'on a appelé l'« École de Darmstadt » qui croyait ou voulait croire en l'« heure zéro » en ce qui concerne la musique (refus du passé, même le plus récent, et imposition d'œuvres les plus radicales possible, même si aucun public n'est prêt à cela). Hartmann, lui, aime à confronter amicalement le passé au présent et fait en quelque sorte office de pédagogue.

Mais il compose, aussi, et ses œuvres des années cinquante sont un véritable casse-tête pour qui voudrait établir un catalogue raisonné de son corpus. En effet, Hartmann réutilise ici et là des matériaux issus de symphonies des années d'exil intérieur, les renumérote, tant et si bien qu'il est par moments impossible de discerner le neuf du recyclé. Seules ses septième et huitième symphonies seront réellement nouvelles. Elles ont en commun avec les précédentes la fascination d'une architecture sonore « en arche », les mouvements sont longs, le chaos côtoie l'élégiaque.

Hartmann n'oubliera jamais la guerre. Son ultime œuvre, inachevée, s'intitule *Gesangszene* pour baryton et orchestre. Derrière ce titre qui en dit peu se cache une autre dernière œuvre, la pièce *Sodome et Gomorrhe* de Jean Giraudoux qui l'a inspiré. C'est l'immense baryton Dietrich Fischer-Dieskau qui en assurera la création un an après le décès de Hartmann. Il avait déjà créé le *War Requiem* de Britten en 1962, ici, au bout d'une épuisante



mais passionnante logorrhée, quand l'orchestre s'est tu, il déclame seul : « C'est une fin du monde ! La plus triste de toutes ! » Certes, cette musique ne s'offre donc pas toujours facilement. Pourtant, qui peut se nourrir des cataclysmes mais aussi des moments inattendus de récompenses qu'on peut trouver chez un Chostakovitch trouvera son dû dans la musique de Hartmann.

## Petite discographie sélective

- Concerto funèbre (violon : Isabelle Faust)/Symphonie n°4/ Kammerkonzert, clarinette : Paul Meyer – Münchener Kammerorchester, dir. Christoph Poppen (ECM)
- Symphonies n°7 et n°8 (Bamberger Symphoniker, dir. : Ingo Metzmacher)/Pièces pour piano (Siegfried Mauser) (EMI)
- Gesangszene (Dietrich Fischer-Dieskau: baryton, Radio Symphonie Orchester Wien, dir. : Lothar Zagrosek) + Alexander Zemlinsky : Lyrische Symphonie (Orfeo).
- Symphonische Hymnen/ Concerto funèbre (Wolfgang Schneiderhan : violon)/ Concerto pour piano (piano : Maria Bergmann) – Symphonieorchester des Bayerischen Rundfunks, dir. : Rafael Kubelik (Orfeo).





# La Bibliothèque George Orwell présente

Par Justine Frigo, Michel Recloux et Jérôme Delnooz, bibliothécaires

▼ = coup de cœur

▼ • **Aude Mermilliod, *Il fallait que je vous le dise*, Casterman, 2019, 22€**

Deux témoignages font l'objet de ce livre : celui d'Aude Mermilliod, l'autrice, qui a vécu une IVG et celui de Martin Winckler, médecin et romancier, qui raconte sa propre expérience lorsqu'il pratiquait des IVG. Ce livre s'adresse aux femmes mais également aux hommes en brisant les tabous autour de l'avortement : les douleurs physiques mais aussi psychologiques, la pression sociale, le paternalisme « bienveillant » des médecins. L'histoire est profonde car l'autrice se livre complètement et sans langue de bois. Le récit, extrêmement bien écrit, est bouleversant et ne laisse pas indifférent.



• **Augustin Lebon et Hugo Poupelin, *Résilience : tome 3 : la mer de plastique*, Casterman, 2019, 15,50€**

Les événements se passent six ans après l'évacuation de la vallée de la Résilience. Le groupe clandestin a été dissout mais certains continuent à mener le combat dans l'ombre. On retrouve nos trois protagonistes, Agnès, Adam et Ellen, qui doivent mener à bien une mission commando contre Diosynta : détruire la P.O.P.1, une nouvelle espèce de plante transgénique qui menace encore plus la biodiversité. Ils doivent se rendre au Pôle Nord mais le voyage n'est pas sans risque. L'aventure est donc au rendez-vous dans ce troisième tome riche en surprises et en rebondissements.



• **Cédric Biagini et Patrick Marcolini (dir), *Divertir pour dominer 2 : la culture de masse (toujours) contre les peuples*, L'échappée, 2019, 15€**

Dix ans après la sortie du premier volume, ce livre poursuit la critique de la culture de masse qui continue d'étendre son emprise sur nos vies. Le premier tome s'attaquait à la télévision, à la publicité, au sport et au tourisme mais ici les thématiques se « précisent » : il s'agit des séries, des jeux vidéo, de la « culture extrême » ou, autrement dit, l'industrie pornographique, le consumérisme et les arts. Critique acerbe, hautement corrosif, ce livre n'en reste pas moins très bien documenté. Dénonciation d'un capitalisme à outrance, omniprésent, qui s'empare de tout, lamine les sociétés et domestique les esprits.



• **Gerlinda Swillen, *La valise oubliée : enfants de guerre : 1940-1945*, ASBL Mémoire d'Auschwitz, 2018, 15€**

Ce livre raconte l'histoire des enfants nés des amours entre des femmes belges et des soldats de la Wehrmacht. Secrets de famille bien gardés, cet ouvrage permet de faire entendre leur histoire. L'autrice est d'ailleurs elle-même un de ces enfants de guerre, qui n'a pas connu son père. Écrit sous forme d'interview, ce livre est le témoignage de ces enfants que l'Histoire a oubliés et qui ont rassemblé des morceaux de leur histoire avec des fragments de conversations, des photos ou des lettres. En 2010, Gerlinda Swillen sera la première enfant de guerre belge à acquérir la nationalité allemande.



• **Kenneth Rexroth, Hervé Denès et Philippe Mortimer (trad.), *Le communalisme : les communautés affinitaires et dissidentes, des origines jusqu'au XXe siècle*, L'Insomniaque, 2019, 18€**

Lorsque l'on parle de communalisme, la « Commune de Paris » de 1871 nous vient rapidement à l'esprit. Pourtant, les racines de ce(s) mouvement(s) libertaire(s) sont pourtant beaucoup plus anciennes. Dans cette réédition d'un ouvrage publié initialement en 1974, le poète Rexroth retrace la longue histoire (depuis la haute Antiquité déjà !) de ces communautés affinitaires dissidentes... et de leurs persécutions. Loin d'être anecdotiques, quoique minoritaires, elles ont constitué une tendance historique constante et plurielle. Tantôt religieuses, tantôt laïques, ces expériences de pratiques collectives ont toujours été animées par la foi en une transformation radicale du monde.



▼ • **Barbara Stiegler, *Il faut s'adapter*, Gallimard, coll. « NRF essais », 2019, 22€**

Au XIX<sup>e</sup> siècle, le monde politique (par exemple, le libéralisme) et économique s'étaient réappropriés les théories darwiniennes de l'évolution. Cette forme d'idéologie « adaptationniste » a-t-elle disparu par la suite ? Pour Stiegler, non : elle a muté en prenant notamment les traits du néolibéralisme. Partant de ce constat, la philosophe nous entraîne aux origines de cette théorie politique qui postule que l'espèce humaine serait « en retard » par rapport à son environnement, à savoir un monde mondialisé fini... Il s'agirait dès lors de la transformer impérativement, en se reposant, outre le « sacro-saint » marché, sur certaines fonctions de l'État (l'éducation, le droit, etc.). Un bon outil pour mieux comprendre le néolibéralisme, un terme fort mobilisé mais, en définitive, peu explicite.



• **Guillaume Lohest, *Entre démocratie et populisme : 10 façons de jouer avec le feu*, Couleur livres, 2019, 10€**

« Peut-être sommes-nous tellement habitués à nos démocraties que nous ne percevons plus qu'elles pourraient s'effondrer ». Cette phrase, reprise de la quatrième de couverture, résume en partie le sujet du livre. L'auteur lui-même pensait que l'extrême droite appartenait au passé, que les problèmes actuels avaient « supprimé les vieux démons ». Pourtant, au vu des dernières élections et de l'actualité, l'extrême droite est bel et bien présente. Et dans ce livre conçu en deux parties, une sous forme de journal et l'autre où il aborde dix points essentiels, l'auteur appelle à la vigilance. Et comme il le souligne : « Ainsi, la démocratie ne semble plus être considérée comme une chose fondamentale, presque sacrée, à protéger. Elle devient un système politique parmi d'autres, celui dans lequel on a toujours vécu, auquel on s'est habitué à tel point qu'on le considère presque comme allant de soi, banal. Et la banalité, ma foi, on n'y est pas trop attaché. »



• **Will Hill, *Par le feu*, Casterman, 2019, 16,90€**

Ayant vécu et grandi au sein d'une secte, la Sainte Église de la Légion du Seigneur, Moonbeam, une adolescente de dix-sept ans, échappe à la mort lorsqu'un incendie se déclare. Elle doit alors réapprendre à vivre, oublier son conditionnement, faire confiance, dans un monde qu'elle ne connaît pas. Librement inspiré par la tragédie du siège de Waco, ce roman bouleversant nous plonge dans le milieu sectaire et nous fait réfléchir sur les horreurs que les êtres humains sont capables de s'infliger les uns aux autres.



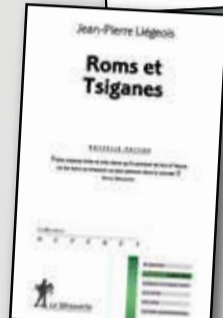
• **Sibylle Gioe et Marco Martiniello (préf.), *Frontières, Papiers, Humains ! : banalité du mal et migration*, Presses Universitaires de Liège, 2018, 10€**

Cet ouvrage est un état des lieux de la banalité du mal appliquée aux migrations. Concept philosophique développé par Hannah Arendt en 1963 dans son ouvrage *Eichmann à Jérusalem : Rapport sur la banalité du mal*, l'autrice s'interroge sur l'état de l'immigration aujourd'hui en Europe et en Belgique. Comment un système aussi violent peut-il exister en Europe ? Comment la Belgique, pays des droits de l'homme, peut-elle se complaire dans ce système ? Autant de questions auxquelles l'autrice tente de répondre.



• **Jean-Pierre Liégeois, *Roms et Tsiganes*, La Découverte, coll. Repères, 2019, 127 p., 10€**

Ce livre, nouvelle édition, donne des informations sur cette minorité souvent exclue, parfois exterminée et toujours méconnue par les Européens qui pourtant les côtoient quotidiennement. Un ouvrage nécessaire pour passer outre les fantasmes et les stéréotypes que nous pourrions avoir sur les gens du voyage et qui nous ouvre aussi des perspectives sur notre façon de traiter la liberté de circulation des personnes.



▼ • **Loïc Verdier et Mathieu Alexandre, *La Farce des Hommes-Foudre*, Casterman, 2019, 22€**

Fresque plus que farce de l'histoire romancée du peuple khampas face à l'invasion du Tibet par la République populaire de Chine. À côté du pacifisme des moines bouddhistes, il y a ce peuple, rebelle, nomade, des guerriers à cheval qui vont harceler l'armée chinoise et organiser la fuite du 14<sup>e</sup> dalaï-lama, Tenzin Gyatso. Le récit dessiné présente des personnages hauts en couleur, comme Dolma, guerrière féministe ou Albertus, hippie désabusé. Ce roman graphique est accompagné de pages didactiques sur le Tibet et les Khampas.



• **Zeina Abirached, Mathias Énard, *Prendre refuge*, Casterman, 2018, 24€**

« Prendre refuge » : [expression bouddhiste] agir à des tournants, à des moments où les choses basculent dans la vie. C'est ce à quoi sont amenés les personnages du récit d'Énard et d'Abirached, en Afghanistan, au cours de l'année 1939, pour les uns, et pour les autres, en Allemagne... en 2016. En effet, la dessinatrice et l'écrivain nous livrent deux histoires d'amour atypiques comme un écho à deux époques complexes, entremêlées, et en toile de fond dépeignent les liens entre le Moyen Orient et le monde occidental. Il en ressort un « roman graphique » des plus poétiques !



• **Sergueï Dovlatov, *La Zone*, Ed. La Baconnière, 2019, 190 p., 14€**

Comme l'auteur l'écrit lui-même à un éditeur qui refusera de le publier, « Évidemment, je ne suis pas Soljenitsyne. Cette circonstance me prive-t-elle du droit d'exister ? ». Témoignage d'un gardien de goulag pour détenus de droit commun mais c'est bien sûr un camp, c'est-à-dire « un établissement soviétique de type standard... Par l'idéologie imposé d'en haut » et où le zek de droit commun est « un citoyen soviétique parfaitement loyal. »... juste « mécontent »...



• **« Soupe populiste, gavage simpliste », Équipes Populaires, *Contrastes*, n°191, mars-avril 2019**

Ce numéro spécial fait le tour du populisme, définition, langage, campagne, partis, démocratie, médias... Avec des morceaux de Vincent de Coorebyter pour qui il ne faut pas « rester sourds aux inquiétudes qui s'expriment ». Et un article sur Steve Bannon et sa croisade pour la promotion de l'extrême droite européenne.



• **Bernd Langer, Sarah Berg (trad.), *Antifa: histoire du mouvement antifasciste allemand*, Libertalia, La Horde, 2018, 15€**

La prégnance de l'extrême droite en Allemagne est bien connue... La résistance contre celle-ci, notamment communiste, l'est aussi. Néanmoins, d'autres acteurs de la lutte comme le mouvement antifasciste autonome allemand ont été moins étudiés. Bernd Langer, un de ses membres de longue date, a décidé d'enfiler la double casquette « activiste-historien », et d'« auto-écrire » l'histoire des Antifa en l'inscrivant dans celle de la société allemande du XX<sup>e</sup> et XXI<sup>e</sup> siècle. Un regard inédit sur ce mouvement multiforme, enrichi d'archives officielles et personnelles de l'auteur, non dénué de critique, et prospectif sur le futur des « Totos ».



Ces livres sont disponibles en prêt à la Bibliothèque George Orwell des Territoires de la Mémoire ou à la vente dans les bonnes librairies dont la librairie Stéphane Hessel à la Cité Miroir.

# « Mots »

Par Henri Deleersnijder

## Représentation

« C'était, de nom, une démocratie, mais, en fait, le premier citoyen exerçait le pouvoir. » Le jugement de l'historien Thucydide à propos du régime politique d'Athènes au V<sup>e</sup> siècle avant notre ère et de son illustre stratège Périclès ne manque pas d'avoir une réelle résonance aujourd'hui.

Pour le dire abruptement, les représentants élus dans nos démocraties parlementaires sont-ils vraiment les porte-paroles des citoyens ou constituent-ils simplement une élite, voire une caste, émanant certes des bulletins de vote mais gouvernant au final en leur nom personnel et surtout selon les intérêts particuliers de leurs partis respectifs ?

Cette question de la représentativité est inhérente au système de la démocratie précisément dite... représentative. Il faut être atteint de cécité volontaire pour ne pas voir qu'il est en crise. Le bateau tangué de partout, soumis qu'il est à la houle grandissante des divers populismes, des nationalismes, du dédagisme et de l'opprobre frappant une classe politique taxée tantôt d'incapable et tantôt de corrompue, sinon des deux travers à la fois.

Bien pire, avec la progression de l'extrême droite un peu partout en Europe et la tentation autoritaire qui gagne des secteurs importants de ses populations, on serait en présence d'une situation rappelant les années 30. Comment, en effet, ne pas y songer quand des leaders politiques comme Viktor Orban en Hongrie et Jaroslaw Kaczynski en Pologne entendent mettre au pas justice et médias, promouvant de la sorte la notion de « démocratie illibérale » ? Et quand, au rendez-vous électoral du 26 mai dernier, un parti tel que le Vlaams Belang, nourri de xénophobie et de remugles anti-francophones et anti-Belges, remporte le succès que l'on sait ?

Mais indépendamment d'une perte d'intérêt pour la politique si souvent vilipendée, qu'une militance en déshérence rend tangible dans notre société, l'heure des « démocraties » (« j'ai été librement élu, donc je mets la main sur tout ») ne semble pas pour autant arrivée. Car il y a des signes d'un regain de motivation en ce domaine. Aux élections européennes de mai 2019, par exemple, le taux de participation a été plus élevé que lors des scrutins précédents. En réalité, les lignes se déplacent vers des formes ponctuelles d'engagement humanitaire : en Belgique, c'est le cas avec la Plateforme citoyenne de soutien aux réfugiés. En France, par ailleurs, c'est au sein du mouvement des Gilets Jaunes qu'est apparue la revendication du référendum d'initiative populaire (RIC).

L'aventure historique de la démocratie ne serait donc pas arrivée à son terme ? Tel est l'avis de David Van Reybrouck, auteur de l'essai *Contre les élections* (2013), qui s'est proposé de lutter efficacement contre « le syndrome de fatigue démocratique ». Pour lui, qui avait lancé en 2011 la plateforme G1000 où mille citoyens tirés au sort avaient été à l'origine de propositions concrètes ayant trait à des thématiques de société, « tenir des élections ne garantit pas automatiquement la démocratie<sup>1</sup> ». D'où son projet de la redynamiser par la pratique du tirage au sort : la chose est en train de se mettre en place en Communauté germanophone « où un parlement élu fonctionnera à côté d'une chambre de dialogue qui sera permanente et rassemblera des citoyens tirés au sort<sup>2</sup> ». Et l'historien flamand d'ajouter : « Certes, les citoyens lambda n'ont pas toutes les compétences qu'ont les élus, mais ils ont une liberté de penser sur le long terme et de porter aujourd'hui le fardeau de réformes qui bénéficieront aux générations futures<sup>3</sup>. »

Une société civile représentée en haut lieu ? On aurait tort de s'en plaindre, d'autant qu'une telle initiative contribuerait à combler quelque peu le fossé existant actuellement entre les mandataires et les administrés. Une telle participation serait de nature aussi à colmater le désamour de tant de contemporains à l'égard de la politique. Or, quand on n'en fait pas ou ne s'y intéresse pas, on laisse la voie libre aux apprentis-sorciers de la dictature. ••

1 *La Libre Belgique*, 22 mai 2019.

2 *Ibid.*

3 *Ibid.*

## Interprète au procès d'Auschwitz

Par Jean-Louis Rouhart

Annette Hess (laquelle n'est en rien apparentée avec Rudolf Heß de sinistre mémoire) s'est fait connaître en Allemagne pour avoir écrit les scénarios de séries télévisées portant sur le contrôle policier en ex-RDA (« *Weissensee* ») et la situation des femmes en Allemagne dans les années cinquante (« *Ku'damm 56/59* »).

Dans son premier roman, elle met en scène une jeune Allemande (Eva Bruhms), fille des restaurateurs de Francfort tenant l'établissement « Deutsches Haus » – le nom n'a pas été choisi au hasard – qui, sur le point de se marier en 1963, se voit chargée de traduire les dépositions des témoins polonais lors du premier procès d'Auschwitz initié en 1963 par Fritz Bauer<sup>1</sup>. Malgré l'opposition de ses parents et de son fiancé, qui ont des bonnes raisons de ne pas trop s'étendre sur leur passé, elle accepte cette tâche d'interprétariat. Cette expérience lui fait ouvrir les yeux sur la réalité de l'Holocauste et lui fait apparaître la volonté de tout un peuple soucieux d'occulter le passé et de refouler sa honte et sa culpabilité. Au terme d'un processus d'émancipation, la jeune femme découvre de nouvelles valeurs, se détache progressivement de son fiancé et rompt avec sa famille.

Basé sur des dépositions de témoins du procès d'Auschwitz, qui confèrent à l'intrigue une touche d'authenticité, ce roman recrée l'atmosphère de l'époque et contribue à sa manière, en donnant une voix aux victimes, à la lutte contre l'oubli.

Dans leurs commentaires, les lecteurs de ce livre font part de leur émotion, louent le talent de la narratrice, qui excelle dans l'art de faire revivre le passé et sont d'avis que la parution de ce roman est salutaire, singulièrement à un moment où l'Allemagne et d'autres pays semblent à nouveau en proie aux vieux démons du nazisme, du racisme et de la xénophobie.

Voici un extrait de ce roman (pp. 30-31)<sup>2</sup>. Il s'agit du passage où Eva Bruhms, après avoir été introduite dans le cabinet du juge Bauer, doit traduire la déposition d'un témoin polonais, Jozef Gabor. Celui-ci raconte ce qu'il a vu le 23 septembre 1941.

« Il parlait un dialecte de la campagne, ce qui présentait des difficultés pour Eva. Elle traduisait avec hésitation.

*« Ce jour-là, il faisait chaud, même presque étouffant. Nous devons décorer toutes les fenêtres. Toutes les fenêtres de l'auberge portant le numéro onze. Nous les avons*



*décorées avec des sacs de sable et avons colmaté les fissures avec de la paille et de la terre. [...] Puis, ils ont fait descendre les 850 clients soviétiques dans la cave de l'auberge. [...] Ensuite, ils ont jeté la lumière dans la cave, à travers les bouches d'aération et ont fermé les portes. Le lendemain matin, on a rouvert les portes. Nous avons dû entrer les premiers. La plupart des clients étaient éclairés.»*

Les hommes dans la pièce regardèrent Eva, laquelle ne se sentit pas à l'aise. Quelque chose clochait. [...] L'homme aux cheveux clairs demanda à Eva : « Êtes-vous sûre d'avoir bien compris ? » Eva feuilleta son dictionnaire. « Excusez-moi ; je traduis d'habitude des contrats, je suis spécialisée dans les textes économiques et les demandes de dommages et intérêts ». Les hommes échangèrent des regards. [...] Eva prit son dictionnaire général qui pesait lourd comme une brique. Elle l'ouvrit et s'aperçut que ce n'étaient pas des clients, mais des détenus. Et ce n'était pas une auberge, mais un block. Et pas une lumière. Pas un éclairage. [...] Eva dit : « Désolée, je me suis trompée dans la traduction. Il fallait comprendre : nous avons trouvé la plupart des détenus étouffés par le gaz ». »



(cc) Medienagentin

1 Fritz Bauer dut vaincre d'énormes difficultés avant d'instruire les procès d'Auschwitz. C'est ce que montre le film récent intitulé « L'état contre Fritz Bauer ».

2 Traduit de l'allemand par nos soins.

# Voltaire comme alibi à la rupture du cordon sanitaire

U n e c h r o n i q u e d e J u l i e n D o h e t

Avec la dernière séquence électorale en Belgique, nous avons assisté avant et après les résultats à des débats sur la question de laisser la parole à l'extrême droite. Et plus largement à ce que l'on pouvait qualifier d'extrême droite à partir du moment où celle-ci modifiait son discours pour le rendre plus présentable, voire compatible. Ce fut aussi l'occasion pour beaucoup de découvrir les identitaires avec le mouvement *Schild & Vrienden*<sup>1</sup>.

## L'Islam menace la République

L'ouvrage que nous avons choisi d'analyser cette fois-ci est une interview croisée, réalisée dans le cadre de la présidentielle de 2012, de deux responsables de mouvements ne se reconnaissant pas officiellement à l'extrême droite, Riposte Laïque de Pierre Cassen et Résistance Républicaine de Christine Tasin, et d'un troisième qui n'en fait pas mystère, le Bloc Identitaire de Fabrice Robert<sup>2</sup>. Il est cependant frappant de constater rapidement que le vocabulaire et la terminologie de ce dernier sont vite utilisés par les deux autres. Ainsi Cassen parle-t-il dès les premières pages de « substitutions de population » pour désigner la présence des musulmans en France rejoignant là la théorie du « grand remplacement » et la thématique de la « remigration » chères aux identitaires. Cassin comme Tasin disent ouvertement se reconnaître dans le discours de Marine Le Pen, le premier utilisant d'ailleurs l'expression « UMPS »<sup>3</sup>. Des différences apparaissent cependant entre le responsable des identitaires et ses deux interlocuteurs. Le premier se montre ainsi défenseur des identités régionales alors que les deux autres se positionnent en défenseurs du centralisme républicain. Une autre différence est que Cassen dit encore croire en l'intégration des Maghrébins qui respectent les lois de la République alors que, logiquement, Robert est sur un discours plus essentialiste. Enfin Robert ne croit pas en l'universalité des droits de l'Homme, rejoint là par Tassin qui parle de « l'idéologie droitdelhomme », alors que Cassen est pour l'imposition de celle-ci partout dans le monde.

Mais ce qui fait se rejoindre ces trois personnages est une conception d'une France assiégée de l'intérieur. La couverture du livre est très claire comme en témoigne un pavé jaune « l'Islam, un débat qui rassemble » alors que sur la quatrième de couverture, il est précisé que « pour la première fois, ce livre lève le voile sur les acteurs souterrains de l'opposition à l'islamisation de la France, désormais majoritaire dans l'opinion malgré la pression de la bien-pensance politico-médiatique ». Cassen est ainsi extrêmement limpide dans sa description de ce qu'est Riposte Laïque : « Tout d'abord, Riposte laïque est un média, il n'a donc pas vocation à se présenter à des élections. Il s'est créé pour réveiller les consciences et tenter de décomplexer la gauche [...] pour s'opposer à la dictature du politiquement correct représentée par *Libération* et *Le Monde*. [...] Riposte laïque s'est créée parce que la bien-pensance trouvait son compte dans le fait que certains thèmes ne puissent être évoqués que par des groupes identifiés à l'extrême droite [...] notre autre objectif est de faire cesser la diabolisation d'une prétendue extrême droite [...] Pour nous, aujourd'hui, le vrai fascisme, le vrai péril d'extrême droite, ce ne sont ni les identitaires ni Jean-Marie Le Pen ni sa fille. Le vrai danger, c'est l'islamisation de la France et le projet politico-facho-religieux qui découle de la montée de l'immigration<sup>4</sup>. » Et de préciser avec un certain sens de la formule : « Moi, je dirais France Halal et France racaille sont deux types de "France" de plus en plus importés, contre lesquels les Français se crispent, et à juste titre<sup>5</sup> ! » L'immigration, quasi réduite exclusivement à l'islam est donc vécue comme LE problème, comme le précise Robert : « Le problème principal, c'est l'immigration de masse, parce qu'en modifiant l'équilibre démographique elle transforme l'image de la France, transforme son substrat ethnoculturel<sup>6</sup>. »

Et, de fait, le propos ne tourne qu'autour de l'islam. Ainsi souligne-t-on tout d'abord que « ces mosquées-cathédrales ne s'accordent pas avec mon idée du paysage français : le village avec un clocher. Ensuite cette exigence de mosquées-cathédrales est disproportionnée par rapport aux besoins réels. [...] Selon moi, ces revendications en faveur de la multiplication de mosquées sur notre sol obéissent à un objectif politico-religieux de conquête ». Avec la question du voile et du halal, on se retrouve là avec une sorte de trinité dangereuse. La discussion bifurque ensuite sur ce qu'est l'islam. Et Tasin d'expliquer : « le problème, c'est que l'Islam enseigné dans les mosquées n'est pas celui-là. Et c'est normal, parce qu'il n'y a qu'un seul Islam, lequel se fonde sur le Coran, et dont les prescriptions sont incompatibles avec la République... Sans compter que les interventions étrangères y sont de plus en plus nombreuses : on a des mosquées salafistes, des mosquées algériennes... chacune véhicule un certain nombre de concepts propres à sa minorité<sup>7</sup>. » Elle reconnaît ainsi une pluralité dans l'Islam qui reste cependant incompatible quelle que soit sa forme : « Je ne sais pas ce que signifie l'expression "Islam de France". Parlons plutôt d'Islam en France, puisque cette religion est exogène à l'Europe<sup>8</sup>. »

## Une alliance face au danger

C'est face à cette menace que les trois mouvements ont mené ensemble une opération médiatique avec un apéritif saucisson-pinard. Ils se positionnent ainsi comme les nouveaux résistants : « Nous avions prévu un plan B, toujours dans l'esprit de Résistance à l'Occupant. C'est Pierre, il me semble, qui avait proposé cette idée de se retrouver devant la plaque commémorative de l'Appel du 18 juin 1940<sup>9</sup> ». Cassen n'est nullement dupe sur le positionnement qu'il adopte ainsi, prétextant la liberté d'expression pour expliquer son alliance avec l'extrême droite radicale : « à Riposte Laïque, nous nous réclamons de la liberté d'expression. Et nous sommes obligés de constater que Marine Le Pen ne tient pas le discours d'extrême droite traditionnel, qu'elle n'a pas le même discours que son père. Sur la question du voile et de la Burqa notamment et, plus largement, sur l'islamisation de la France et sur la République, elle est la femme politique dont le discours se rapproche le plus du nôtre<sup>10</sup>. » Il assume ainsi totalement un rapprochement qui lui permet d'avoir des troupes militantes : « Nous avons compris que cette opération pouvait permettre aux identitaires de sortir d'une certaine diabolisation, d'acquiescer une respectabilité dont ils étaient demandeurs<sup>11</sup>. » Pour justifier cette rupture d'une forme de cordon sanitaire, il appelle à la rescousse Voltaire : « De nos jours, les Voltaires ne sont plus qu'un souvenir : ils ont cédé la place aux commissaires politiques, aux ligues de dénonciation et à toutes les formes de police de la pensée dotées de leurs bataillons juridiques<sup>12</sup> ». Une phraséologie, un discours, que nous entendons de plus en plus en Belgique également. Tout comme la stratégie utilisée pour contourner, via la « réinfosphère » les silences médiatiques : « Internet est donc un moyen de contourner la diabolisation et le silence médiatiques. C'est également un instrument de mobilisation de la majorité silencieuse contre les élites [...] chez les identitaires, nous considérons la rue, mais aussi les réseaux informatiques, comme nos permanences politiques...<sup>13</sup> »

## Un programme bien à droite

Mais le plus intéressant est de constater qu'au fil de la discussion, la parole se libère progressivement et que Cassen et Tasin utilisent de plus en plus le vocabulaire mis en place par la Nouvelle Droite<sup>14</sup>. Ainsi Cassen de parler de « racisme anti-blanc » tandis que Tasin développe une vision réactionnaire de la société avec sacralisation du drapeau, de la personnalité du Président... et une vision de l'enseignement particulièrement droitiste, proche du discours et des valeurs vichystes<sup>15</sup> : « Il est indispensable de restaurer l'effort, l'autorité, l'appétit du savoir... il faudrait

aussi que les enseignants soient sommés, sous peine d'exclusion, de ne pas faire de prosélytisme en classe. Pas de politique, pas de militantisme. Il y a maintenant la mode de l'enseignement de l'éducation civique, dans les lycées, où les enseignants ont le choix des sujets. Évidemment, ceux qu'ils choisissent tout le temps sont l'esclavage, les droits de l'homme, la colonisation... cherchez l'erreur<sup>16</sup>. » Et de prolonger : « La reconquête républicaine, pour moi, c'est une école où les profs cessent d'avoir peur devant les élèves, c'est un pays où les policiers sont respectés, c'est un pays où on réapprend le respect, où on réapprend le travail. C'est un pays où on retrouve du bon sens<sup>17</sup>. » Robert des Identitaires multiplie quant à lui les formules-chocs. Ainsi après un « plutôt Vesoul que Kaboul » précise-t-il : « Pour moi, c'est "Ni Kebab, ni Mac Do". Pourquoi devrais-je choisir entre les deux termes d'une alternative qu'une tierce personne me propose ? Eh bien, je refuse les deux ! Je propose une troisième voie : elle est européenne<sup>18</sup>. »

Comme on a pu le voir, le discours essentialise les choses, les naturalise pour les figer dans une permanence visant à rendre incompatibles deux mondes qui seraient totalement opposés. Et Robert d'être particulièrement limpide : « Quand une vache naît dans une écurie, ça n'en fait pas un cheval. Donc, quand un Algérien naît en France, ça n'en fait pas un Français<sup>19</sup> ! »

1 En Belgique francophone cette tendance est incarnée par Nation. Voir « Identitaire ou nationaliste : en un mot Fasciste ! » in *Aide-mémoire* n°88 avril-juin 2019, p. 11.

2 CASSIN, Pierre ; TASIN, Christine ; ROBERT, Fabrice, *Apéro saucisson-pinard. Coulisses et enjeux d'un rassemblement qui a secoué la France : Entretiens menés par André Bercoff*, Suisse, Xenia, 2012.

3 P. 63. NDLR : acronyme issu de la juxtaposition de UMP (Union pour un Mouvement Populaire, créé en 2002 autour de Jacques Chirac) et de PS (Parti Socialiste) et destiné à souligner la prétendue équivalence entre ces deux grands partis français, ainsi que leur caractère prétendument interchangeable.

4 P. 53.

5 P. 115.

6 P. 34.

7 P. 90.

8 P. 91.

9 P. 23.

10 P. 27.

11 P. 22.

12 P. 7.

13 P. 35.

14 Voir « L'inégalité comme étoile polaire de l'extrême droite » in *Aide-mémoire* n°66 octobre-décembre 2013, « Le Gramsci de l'extrême droite » in *Aide-mémoire* n°78 octobre-décembre 2016, et « De la porosité de la droite envers l'extrême droite » in *Aide-mémoire* n°84 avril-juin 2018.

15 Voir « Faire don de sa personne » in *Aide-mémoire* n°86 octobre-décembre 2018.

16 P. 135-136.

17 P. 198.

18 P. 107.

19 P. 20.



page onze



Le réseau « Territoire de Mémoire »  
 Les villes ou les communes  
 Aiseau-Présles, Amay, Andenne, Anderlecht, Anderlues, Anhé, Ans, Anthistes, Antoing, Arlon, Assesse, Aubange, Awans, Aywaille, Bassenge, Bastogne, Beaumont, Beauraing, Beauvechain, Beyne-Heusay, Beloeil, Berloz, Bertrix, Bievre, Blegny, Bouillon, Boussu, Braine-L'Alleud, Braine-le-Château, Braine-le-Comte, Braives, Bruxelles, Chapelle-lez-Herlaimont, Charleroi, Chaudfontaine, Chaumont-Gistoux, Chièvres, Chimay, Chiny, Ciney, Clavier, Colfontaine, Comblain-au-Pont, Comines-Warneton, Courcelles, Court-Saint-Étienne, Couvin, Dalhem, Dison, Donceel, Durbuy, Ecaussines, Enghien, Engis, Erezée, Esneux, Etterbeek, Evere, Farcennes, Fernelmont, Ferrières, Fexhe-le-Haut-Clocher, Flémalle, Fléron, Fleurus, Flobecq, Floreffe, Florennes, Florenville, Fontaine-l'Évêque, Fosses-la-Ville, Frameries, Froidchapelle, Gedinne, Geer, Genappe, Gerpinnes, Gesves, Gouvy, Grâce-Hollogne, Grez-Doiceau, Habay, Hamoir, Ham-sur-Heure-Nalinnes, Hannut, Hastière, Havelange, Herbeumont, Héron, Herstal, Herve, Hotton, Houffalize, Huy, Incourt, Ittre, Jalhay, Jemeppe-sur-Sambre, Jette, Jodoigne, Juprelle, La Bruyère, La Louvière, Lessines, Leuze-en-Hainaut, Liège, Liernux, Limbourg, Lincet, Lobbes, Malmedy, Manage, Manhay, Marchin, Martelange, Meix-devant-Virton, Merbes-le-Château, Modave, Momignies, Mons, Morlanwelz, Musson, Namur, Nandrin, Neupré, Ohey, Onhaye, Orp-Jauche, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Ouffet, Oupeye, Pepinster, Peruwelz, Perwez, Philippeville, Plombières, Pont-à-Celles, Profondeville, Quaregnon, Quévy, Ramillies, Rebecq, Remicourt, Rixensart, Rochefort, Rouvroy, Rumes, Sainte-Ode, Saint-Georges-sur-Meuse, Saint-Ghislain, Saint-Gilles, Saint-Hubert, Saint-Nicolas, Sambreville, Seneffe, Seraing, Sily, Sivry-Rance, Soignies, Sombreffe, Somme-Leuze, Soumagne, Spa, Sprimont, Stavelot, Stoumont, Tellin, Theux, Thimister-Clermont, Thuin, Tinlot, Tintigny, Trois-Ponts, Trooz, Vaux-sur-Sûre, Verlainne, Verviers, Vielsalm, Viroinval, Visé, Vresse-sur-Semois, Waimes, Walcourt, Wanze, Waremmes, Wasseiges, Wavre, Welkenraedt, Wellin, Woluwe-Saint-Lambert, Woluwe-Saint-Pierre, Yvoir  
 Les provinces : Brabant wallon, Hainaut, Liège, Luxembourg

## Le mot du Président

Par Jérôme Jamin

Si le cordon sanitaire avait beaucoup de sens au début des années 90, si notre association s'est en partie construite sur ce principe fort qui demande du courage politique, et si encore aujourd'hui il anime notre action et nos récents manifestes et mémorandum, force est de constater que beaucoup de choses ont changé depuis 30 ans.

D'abord, hormis quelques cas isolés, les partis d'extrême droite en Europe ont profondément modifié leur discours et leur programme, notamment pour échapper à la législation antiraciste, mais aussi pour envoyer des signaux à ceux qui voudraient tenter une rupture du cordon sanitaire. Cela a impliqué notamment de viser la « migration » au lieu de viser les discours ouvertement racistes. Dans le cas du Vlaams Belang, il a fallu également changer de programme politique et supprimer un certain nombre de points qui remettaient directement en question les droits fondamentaux reconnus à de multiples titres.

Deuxièmement, depuis le début des années 90, beaucoup de partis traditionnels ont récupéré des idées d'extrême droite en associant migration et délinquance, migration et terrorisme, islam et islamisme, etc. Pensons à la NVA à travers la figure de Theo Francken, à la Liste Destexhe en Wallonie et à Bruxelles, pensons aux Républicains à travers la figure de Laurent Wauquiez en France. Ce qui précède rend encore plus difficile d'établir une ligne de démarcation claire entre les deux types de partis. Il y a une « zone grise » qui touche une partie de la droite traditionnelle qui se veut plus dure, et une partie de l'extrême droite qui se veut plus démocratique et plus respectable. Ceux qui ont tenté d'y placer le Mouvement réformateur étaient en revanche dans une posture électoraliste où le combat antifasciste devenait un moyen comme un autre pour discréditer son adversaire. Quitte à considérer que la démocratie n'existe que de l'extrême gauche à la gauche, et que tout le reste n'est que fascisme !

Troisièmement, dans les faits, cela signifie que si le cordon sanitaire a bel et bien été maintenu pendant une longue période, les idées ont circulé à travers ce dernier ; cela signifie que l'on a bloqué des partis et des idées au nom du cordon sanitaire (ou du front républicain en France) tout en autorisant la récupération de ces idées... Ce qui a fait perdre de la légitimité à travers le temps à l'idée même d'un cordon.

Quatrièmement, ce qui précède est une tendance lourde sur la scène internationale, de nombreux partis considérés comme étant d'extrême droite en Belgique (Vlaams Belang, Parti Populaire en Wallonie, etc.) peuvent se retrouver idéologiquement très proches d'un parti qui n'en fait « officiellement » pas partie ailleurs, pensons notamment au parti républicain américain, surtout depuis l'arrivée de Trump. Mais aussi au Fidesz en Hongrie qui a glissé lentement du nationalisme et du conservatisme chrétien vers l'extrême droite, sans jamais le reconnaître.



Cinquièmement, lorsque le cordon sanitaire n'est plus exceptionnel mais devient la routine, il ressemble dangereusement à un détournement d'institution, un détournement du jeu électoral qui consiste à rassembler un maximum de perdants pour éviter que le gagnant ne puisse arriver aux affaires. Le cordon sanitaire n'a pas vocation à animer 30 ans de vie politique. Cela ne veut pas dire qu'il est une erreur, cela indique qu'il montre ses propres limites.

Si on ajoute à tout ce qui précède que la défense du cordon sanitaire vient souvent de Wallonie là où personne – absolument personne – ne peut voter pour des élus au Nord et encore moins se présenter sur une quelconque liste en Flandre, on voit que la situation devient très compliquée !

Reste que le Conseil de déontologie journalistique s'est appuyé – entre autres – sur la note d'analyse du programme du Parti Populaire rédigée par Les Territoires de la Mémoire pour valider la décision de Canal C de ne pas avoir invité ce parti à prendre part aux débats électoraux organisés sur son antenne pour les communes de Sambreville et de Namur le 28 septembre 2018. La pratique de Canal C a été jugée conforme à la déontologie journalistique et respecte les principes repris dans l'Avis sur la couverture des campagnes électorales dans les médias.

En 30 ans les choses ont changé, se sont complexifiées et nuancées. Mais résister par le cordon sanitaire a toujours du sens pour notre association. ••

Portez la Mémoire et construisez l'avenir

# Devenez membre

et profitez entre autres des avantages suivants :

- La revue Aide-Mémoire à votre domicile
- L'entrée gratuite à l'exposition Plus jamais ça !
- Tarif réduit pour les activités de La Cité Miroir

Versez 10 € (5 € pour les moins de 26 ans) sur le compte  
**BE14 0682 4315 5583**  
 Une carte vous sera envoyée et vous bénéficierez des avantages.

Les acteurs de l'histoire, c'est vous !

www.territoires-memoire.be/membre

**Aide-Mémoire** Publication trimestrielle du Centre d'Éducation à la Résistance et à la Citoyenneté • *Aide-Mémoire* est la revue des membres de l'ASBL "Les Territoires de la Mémoire"

- Président : Jérôme Jamin
- Directeur : Jacques Smits
- Boulevard de la Sauvenière 33-35 - 4000 Liège • Tél. : 04 232 70 60
- Fax : 04 232 70 65 • e-mail : aide-memoire@territoires-memoire.be
- www.territoires-memoire.be
- Revue membre de l'Association des revues Scientifiques et Culturelles <http://www.arsc.be>
- Editeur responsable: Jérôme Jamin
- Directeur de la publication : Jacques Smits
- Vice-directeur : Philippe Evrard
- Rédacteur en chef : Julien Paulus
- Comité de rédaction : Henri Deleersnijder, Jérôme Delnooz, Jenifer Devresse, Gaëlle Henrard, Jérôme Jamin, Maïte Molina Mármol, Gilles Rahier, Michel Recloux, Raphaël Schraepen, Olivier Starquit
- Infographie et mise en page : Millillu - Valérie Pernot - Polleur
- Impression : Vervinck et fils
- Les articles non signés sont tous de la rédaction.
- Toute reproduction, même partielle, de ce trimestriel est strictement interdite sans l'autorisation préalable de l'éditeur responsable. Les articles n'engagent que leurs auteurs.
- ISSN 1377-7831

